

OPTION EUROPE ? IL EST ENCORE TEMPS

Au moment où les peuples d'Europe sont tentés de rejeter l'Union Européenne, et on comprend leur lassitude et leur exaspération, ils oublient que la question n'est pas « Europe ou non ? » mais « Pourquoi l'Europe ? » et donc « Quelle Europe ? ». Tel est l'objet de cette brève déclaration, issue d'un travail de réflexion du Cercle Suffrenⁱ

Pourquoi l'Europe ?

L'union des peuples d'Europe, ou de ceux qui la voudront, n'est pas une figure esthético-politique qui constituerait une sorte de pendant symétrique aux Etats Unis d'Amérique ; ou un dérivé du « big is beautiful » et ses variantes comme « être gros pour tenir son rang » ; il n'est pas de place pour le « paraître » dans la finalité européenne.

L'union des peuples d'Europe ne trouve pas non plus de fondement dans son histoire, tumultueuse, religieuse ou culturelle (Rome, la chrétienté, les guerres chaudes, puis le glacis entre les deux pôles de la guerre froide...). Ce passé n'est qu'un « compost » rendant possible l'Union, une condition de possibilité.

L'union des peuples d'Europe ne trouve pas plus sa nécessité dans le discours de paix des fondateurs sur le thème du « plus jamais ça ! », sorte de maquette locale de paix perpétuelle kantienne ; la perception du risque faiblit ; la justification de l'Union par la paix se démonétise aux yeux des citoyens ; et pourtant...

L'union européenne reste hélas, dans ses textes et son discours, cette zone de libre circulation, offerte comme terrain de jeu, aux puissances économiques du monde entier. Mais cette vision, si souvent critiquée pour ses excès de perméabilité, et dévalorisée par ses conséquences mal maîtrisées, ne saurait constituer à ce jour un objectif consistant et mobilisateur ; c'est plus une condition d'efficacité (taille du marché intérieur pour les entreprises) qu'un objectif.

Le fondement de l'Union est tout à la fois plus profond et plus basique ; il tient, comme toujours, à la situation géopolitique mondiale. Situer l'Europe, c'est répondre à deux questions existentielles successives :

*La première est d'ordre vital : comment **survivre** à ce à quoi nous allons être confrontés dans les prochaines décennies, selon l'évolution du monde, car c'est évidemment à l'échelle du monde qu'il convient de raisonner.*

*La seconde est d'ordre éthique et politique : sur quelles bases **construire notre vie commune** ? Il ne s'agit pas de donner des leçons au monde, en souvenir de nos grandeurs passées, mais simplement de **vivre bien**, c'est à dire selon un bouquet de valeurs et d'intérêts qui nous conviennent, dans le respect des diversités des peuples d'Europe.*

Pour répondre, il convient donc de percevoir clairement la nature des évolutions planétaires, leurs opportunités, leurs menaces.

Il a beaucoup été dit des opportunités de la mondialisation, celles qui conduisent au développement de chaque milliard d'êtres humains qui habitent notre planète, et qui mettent en commun le plus vaste portefeuille d'idées, de moyens, et d'innovations.

S'agissant des menaces, elles sont souvent citées en désordre, et ceux qui les brandissent sont accusés de poltronnerie devant l'inconnu.

Or ces menaces sont réelles, puissantes, tangibles, inéluctables, et même mortifères. Pour aller à l'essentiel, il semble raisonnable de les regrouper, à horizon de 2050, dans deux rubriques, placées chacune sous l'égide d'un immense problème :

- *la limitation des ressources de la planète : elle est proche désormais, visible, palpable (eau, air, climat, combustibles, minerais, aliments, terres...) ; comme pour la nourriture chez les animaux, on risque de se battre à mort pour arracher son morceau ; la rivalité entre puissances est source quasi certaine de conflits, locaux, voire mondiaux*
- *l'extraction des richesses par une minorité : le modèle extrême libéral hors sol s'est affranchi de tout contre pouvoir ; il met en concurrence les Etats, qui liquident les biens communs ; il organise un archipel de l'argent dont la souveraineté est concurrente de celle des Etats ; les inégalités accentuées qui en découlent conduiront à des explosions*

Les pays d'Europe ne peuvent échapper à ces deux dangers majeurs, liés à la démographie, au rattrapage des pays émergents, à la mondialisation, et à son mode de fonctionnement financier. C'est déjà bien commencé. Il s'agit de conflits de souveraineté ; celle des Etats, classique, exacerbée par les raretés à venir ; celle de l'archipel de l'argent, déterritorialisé, exacerbée par les conditions nouvelles faites au néolibéralisme, sans contre pouvoir, armé de ses instruments tentateurs et de ses technologies.

*Faute d'avoir compris cela avec clarté et responsabilité, les dirigeants des pays d'Europe n'ont pas conduit l'Union sur **la voie d'une coopération réelle**, ni d'une défense suffisante des intérêts européens : ils ont privilégié leurs prérogatives et leurs confort, au nom d'une souveraineté qui, de fait, s'évanouit ; ils n'ont pas formulé le nouvel horizon dont l'Union a besoin ; ils ont laissé la Commission s'embourber dans sa bureaucratie, et l'ont même parfois chargée des péchés du monde, au lieu d'en faire le fer de lance d'une politique positive claire, cohérente, puissante.*

Sans discerner toujours l'absurdité des décisions ou des absences de décision, les peuples constatent douloureusement l'échec de la trajectoire déviée de l'Union, comme on assista naguère, sidérés et incrédules, au vol avorté d'Ariane dans le ciel de Guyane : stupéfiés, les peuples regardent les cendres du chômage, de la pauvreté, des dettes ; on ne voulait pas cela, on voulait le contraire.

Du coup, avec la complicité de ces mêmes dirigeants, les peuples attribuent tous ces maux à l'Europe, alors qu'ils devraient l'attribuer à la façon dont les affaires européennes ont été gérées.

L'opinion dominante rejette l'Europe telle que vécue, celle qui a pris la place des vastes espoirs ; seuls les peuples des pays encore extérieurs aspirent à rejoindre l'Union Européenne ; ceux de l'intérieur sont lassés voire exaspérés ! L'opinion dominante rejette la bureaucratie normative et mécaniste. Plusieurs pays ont rejeté le texte de la Constitution qui leur était proposée, texte contourné et touffu, ouvrant peu d'horizons motivants.

Il est temps de se ressaisir. L'Histoire est longue. Mais il faut briser vite, briser la spirale du désespoir des peuples, de la colère qui monte, et des grimaçantes tentations offertes par les nationalismes et les populismes.

Quelle Europe ?

L'Europe est une idée magnifique et simple : **l'union**, le mot union en est le symbole, union pour être debout dans le monde, et affronter les dangers probables des décennies à venir. L'enjeu est simple : d'abord survivre ; puis vivre selon des modes compatibles avec les valeurs européennes ; enfin peser autant que faire se peut sur les choix mondiaux aux côtés des puissances dominantes.

En effet, face aux grandes plaques culturelles, militaires et économiques, USA, Chine, Inde, Brésil, Russie, Asie du Sud Est, Afrique renaissante... dont l'unité de compte démographique est le demi milliard d'êtres humains, aucun des pays d'Europe n'a la taille, la puissance, l'autorité, pour exercer une quelconque influence, gérer les séismes à venir, et s'en protéger. **L'union** est nécessaire.

On cite parfois en contre exemple de petits pays qui réussissent : la Suisse ? mais elle ressort d'une toute autre espèce, celle de l'« archipel outil » des paradis fiscaux ; la Norvège, voire le Qatar ? mais ils sont assis sur des bulles énergétiques... Oublions ces cas particuliers.

L'union, vieille évidence, est la seule alternative au déclin ou à la dépendance, la seule voie vers une souveraineté effective, c'est-à-dire la possibilité de maîtriser quelque peu le destin collectif.

Union diplomatique d'abord : il va falloir négocier avec ces acteurs du monde, être à la manœuvre, suggérer des solutions, des partages... grande, très grande diplomatie.

Union militaire ensuite : il faudra montrer les dents parfois, triste mais incontournable condition de l'humanité ; il faudra pouvoir dissuader des agressions, voire se défendre, contre terroristes ou nations.

Union économique enfin : le retour à une prospérité économique est condition vitale, pour chaque pays et pour toute plaque géo-politique ; ce n'est pas une fin, c'est une condition impérative ; l'acteur en faillite n'a plus la parole ; le chômage et la pauvreté sont des bombes ; pour des raisons humaines et utilitaires, il faut sortir de la spirale récessive.

Et là, la taille de l'Europe, et ce qui a déjà été construit, interviennent positivement. Première bonne nouvelle, la plaque européenne, avec son demi milliard d'êtres humains a tout à fait la taille pour être le socle d'une économie moderne productive, efficace, disposant des effets d'échelle suffisants pour une compétitivité mondiale. Seconde bonne nouvelle, l'ampleur des gâchis, duplications, ou absences de fertilité innovatrice, que dénoncent tous les constats sur l'Europe aujourd'hui, sont le grand réservoir pour dégager les moyens nécessaires au redressement.

Le mot clé est le mot **mutualisation** : mutualisation des moyens, des idées, des efforts... cette mutualisation qui peine stupidement depuis deux ou trois décennies en Europe par une étrange frilosité des gouvernements.

Des politiques industrielles, commerciales, financières, innovatrices et éducationnelles s'en déduiront ; il n'est pas besoin de génie particulier. L'intelligence embarquée dans nos peuples est largement à niveau pour ce faire. Les propositions concrètes ne manquent pas.

Il leur faudra aussi un liant spécifique, une sorte de milieu intérieur nourricier ; il est disponible là aussi : le fonds culturel européen, d'une part **libéral politique**, d'autre part **libéral économique**, donc **régulé**, en constituera la commune liqueur, assez notablement distincte de celle des deux grandes puissances dominantes à ce jour, USA et Chine.

Est-il encore temps ?

Tout ceci, qui paraît simple et de bon sens, ne s'inscrit pas dans la réalité d'aujourd'hui. C'est donc qu'il existe des freins, des obstacles.

Une part importante des débats concerne la géométrie des institutions européennes, et leurs concepts constitutionnels ; ce n'est pas l'essentiel ; les institutions s'adapteront ; l'intelligence est là ; elle produira le nécessaire.

Une autre est centrée sur l'extension de l'Europe ; combien de pays ? où fixer les limites ? Là encore, il est clair qu'un noyau doit forger le cœur de l'union et si le projet est clair, ceux qui le voudront s'adjoindront.

Le seul véritable obstacle, souvent dénié, est la posture des gouvernants : ils disent défendre les intérêts de leur pays propre ; en fait ils ne défendent que leurs positions électorales, ou croient le faire ; en tout cas ils ne défendent que rarement les intérêts européens, alors même que là est la seule issue à la nasse actuelle.

Il faut donc les contraindre à changer de posture, les contraindre à coopérer entre eux, à travailler ensemble pour élaborer des solutions communes à chaque question, harmonisées, coordonnées, faites de mutualisations et de partages, pas de juxtapositions sans cohérence, non pas audacieuses, mais simplement rationnelles, et donc non pas à quitter l'Europe, mais à changer d'Europe.

A cela deux conditions

- *une poussée massive d'opinion, l'électorat, première souveraineté*
- *l'incitation et le soutien de la seconde souveraineté, celle du capitalisme et des chefs d'entreprise, mais de sensibilité industrielle et européenne*

Sur la première condition, la conscience des peuples doit être éclairée par ceux en qui ils peuvent aujourd'hui accorder confiance. Et pour cela il faut mobiliser les leviers puissants des médias, partis, syndicats, ONG...

Il ne s'agit pas de brandir un catastrophisme de ralliement, comme on voyait au moyen âge, menant des processions de mendiants, des prédicateurs de fin du monde qui soumettaient les peuples au pouvoir des prêtres ; c'est seulement la vérité de notre avenir commun qui doit être montrée. Une leçon de choses... calmement et raisonnablement exposée. Les peuples d'Europe ont ensuite assez de bon sens pour comprendre et exiger.

Mais comme ils ont aussi hélas une grande réserve de violence et de bêtise, que la raison n'a pas de puissance, et que seules les pulsions humaines en ont, la seule option pour la raison humaine est de mettre de son côté, contre les pulsions de mort, de destruction et de suicide collectif, la cohorte des pulsions de vie, celles du désir, de l'intérêt, voire de l'amour ; et enfin de les vitaminer encore par la pulsion d'affirmation de soi, de fierté, celle qui met debout : mobilisation de la colère, transmutée non en ressentiment mais en action.

Canevas d'un grand discours politique.

Sur la seconde condition, on pourrait susciter un mouvement européen de praticiens sages, industriels et financiers, composé d'élites capitalistes à sensibilité industrielle et européenne, plus proches du capitalisme « rhénan » que de celui de la commission « trilatérale », persuadés qu'il n'y a pas qu'une seule façon de faire :

- *persuadés que les actions coordonnées des gouvernements sont plus efficaces que les décisions dispersées, hâtives, émotionnelles, électoralistes de court terme : à titre d'exemple, un groupe d'énergéticiens européens s'est formé récemment pour expliquer pourquoi l'électricité est plus chère et*

moins propre aujourd'hui qu'il y a dix ans, à l'opposé des cibles proclamées, pointer les causes de ce désordre dans les incohérences massives des politiques énergétiques des pays d'Europe, et proposer un retour à la raison : mais il faut pour cela, impérativement que les gouvernants considèrent comme un mandat la priorité de dépasser leurs prés carrés, de prendre en compte des intérêts globaux, priorité favorable in fine à leur intérêt électoral

- *persuadés aussi qu'il est possible de résister aux forces du capitalisme financier extrême, de briser les évasions fiscales, de limiter les avidités sans limites, de se protéger des tendances criminogènes du néolibéralisme... et ce, non pas en le règlementant à outrance, mais en faisant mieux que lui : l'extraction indéfinie des richesses a aussi ses inconvénients opératoires et pas seulement éthiques ; on peut donc faire différemment, et mieux.*

Trouvera-t-on assez de capitalistes « européens » ? Le pari vaut d'être tenté. La force d'influence du pouvoir économique et financier, seconde souveraineté a-t-on dit, serait alors bénéficiaire, et aux peuples, et aux intérêts.

*

C'est alors seulement que, redressée, l'Union Européenne pourra apporter sa contribution au monde, faire valoir une position ferme et positive sur les affaires graves, démontrer par l'exemple la viabilité et les intérêts de son modèle de société, reprendre le fil d'une contribution à la commune humanité, exhiber des formes de transnationalité qui seules sont à même de résoudre certains des grands problèmes de la planète (surpopulation, réchauffement climatique, épuisement des ressources...)

Rêve ou pas, telle pourrait être une cible de civilisation, un horizon.

Pierre Baqué

Animateur du Cercle Suffren

ⁱ **Le Cercle Suffren** (www.cercle-suffren.org) est un groupe de réflexion non partisan, dont les membres sont éclectiques, certains proches du monde de l'entreprise, d'autres du monde de la culture et de l'université, et qui travaillent sur des questions de société.

Sur la question européenne les travaux ont porté sur la Défense, la Formation, la R&D, l'Euro, les Transports, l'Energie, la Protection sociale, la Diversité Culturelle, la Philosophie Politique européenne.

Ont notamment participé à ces ateliers France-Europe : Catherine Albernhe, Pierre Avenas, Jean Pierre Bessis, Jocelyne Canetti, Jean Pierre Castel, Jean Pierre Desbrosses, Christine Feltin, Claude Gressier, Jean Pierre Hauet, Jacques Hoarau, Christian Kalb, Marc Lavedrine, Eve Livet, Pascal Magnien, Claude Maury, Jean Loup Picard, Gil et Mireille Ribes, Philippe Rivet de Sabatier, Hervé Sciardet, Daniel Stévenin, Bernard Surugue, Jean Luc Vasta, Jean Claude Zagoury